



Bulletin Mensuel de Statistiques des Finances Publiques

Juillet 2004

Les Principales Tendances

L'exécution de la loi de finances, à fin juillet 2004 s'est caractérisé par:

* Une baisse des recettes ordinaires de l'ordre de 2% due à la diminution des recettes non fiscales (36%).

L'évolution des recettes non fiscales résulte principalement de la baisse de la part du budget général dans le produit des cessions de participations de l'état (5,6 MMDhs en juillet 2003). Néanmoins, l'impact de cette baisse est atténuée par les versements substantiels au titre du produit de monopoles, en augmentation de 54% par rapport à l'année précédente.

* Une modeste hausse des recettes fiscales (6%), bien que la fiscalité directe ait augmenté de 11%. Cette performance a été atténuée par la stagnation des recettes relatives aux impôts indirects (1% seulement) et la faible évolution des recettes relatives aux droits de douane (3%) et aux droits de l'enregistrement et du timbre (2%).

* Une évolution "raisonnable" des dépenses ordinaires, soit 6% de plus par rapport à fin juillet 2003. Les deux principales composantes (dépenses en biens et services et service de la dette publique) ont évolué respectivement de 6% et 7%.

* Un niveau stable des dépenses d'investissement (11,8 MMDhs), qui ont été réalisées à hauteur de 56% du montant des crédits ouverts au titre de 2004.

* Un solde positif (6,6 MMDhs) des opérations initiées au titre des comptes spéciaux du trésor et une réduction considérable des arriérés de paiement, soit -1,8 MMDhs par rapport à fin décembre 2003.

* Des soldes, primaire et ordinaire, excédentaires respectivement de 15,4 MMDhs et 4,8 MMDhs.

Situation des
Charges et
Ressources du
Trésor

*

Recettes

*

Dépenses

*

Comptes Spé-
ciaux du Trésor

*

Dettes Publiques

*



SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

(hors TVA des Coll. Locales)

En Millions de Dirhams	Juillet 2003	LF 2004	Juillet 2004	Taux de Réal	Var. en %
1- RECETTES ORDINAIRES	<u>63 848</u>	<u>107 245</u>	<u>62 747</u>	<u>59</u>	<u>-2</u>
1.1- Recettes fiscales	<u>50 988</u>	<u>83 268</u>	<u>53 796</u>	<u>65</u>	<u>6</u>
- Impôts directs	20 710	33 230	22 994	69	11
- Impôts indirects	20 304	34 468	20 579	60	1
- Droits de douane	6 446	10 218	6 633	65	3
- Enregistrement et timbres	3 528	5 352	3 589	67	2
1.2- Recettes non fiscales	<u>10 958</u>	<u>20 097</u>	<u>7 041</u>	<u>35</u>	<u>-36</u>
- Monopoles	3 429	5 676	5 278	93	54
- Domaine	90	178	99	56	11
- Autres recettes	1 747	2 243	1 663	74	-5
- Privatisation	5 692	12 000	0	0	
1.3- Recettes de certains CST	<u>1 902</u>	<u>3 880</u>	<u>1 911</u>	<u>49</u>	<u>0</u>
- Fonds de soutien des prix	1 216	1 810	1 066	59	-12
- Fonds spécial routier	686	2 070	845	41	23
2- DEPENSES ORDINAIRES	<u>54 504</u>	<u>100 439</u>	<u>57 919</u>	<u>58</u>	<u>6</u>
2.1- Biens et services	<u>42 545</u>	<u>79 410</u>	<u>45 667</u>	<u>58</u>	<u>7</u>
Personnel	30 369	53 567	32 617	61	7
Autres biens et services	12 176	25 843	13 051	50	7
2.2- Intérêts de la dette	<u>9 935</u>	<u>17 629</u>	<u>10 565</u>	<u>60</u>	<u>6</u>
Intérieure	8 016	14 548	9 132	63	14
Extérieure	1 919	3 081	1 433	47	-25
2.3- Compensation	<u>2 024</u>	<u>3 400</u>	<u>1 687</u>	<u>50</u>	<u>-17</u>
dont Fonds de soutien des prix	972	1 810	1 378	76	42
3- SOLDE ORDINAIRE	<u>9 344</u>	<u>6 806</u>	<u>4 828</u>	<u>71</u>	<u>-48</u>
4- INVESTISSEMENT	<u>11 860</u>	<u>21 306</u>	<u>11 847</u>	<u>56</u>	<u>0</u>
dont Fds Routier	412	2 070	396	19	-4
5- SOLDE DES CST	<u>4 639</u>	<u>96</u>	<u>6 560</u>		<u>41</u>
6- DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	<u>2 123</u>	<u>-14 404</u>	<u>- 459</u>		
7- VARIATION INSTANCES	<u>-28</u>	<u>-</u>	<u>-1788</u>		
8- BESOIN / EXCEDENT DE FINANCEMENT.	<u>2 095</u>	<u>-14 404</u>	<u>-2 247</u>		
9- FINANCEMENT INTERIEUR	<u>5 992</u>	<u>16 563</u>	<u>8 985</u>		
- Adjudications	21 656		6 129		
- BDT à 6 mois	-514		-223		
-Autres Emprunts	-4 820		-2 719		
- Dépôts au trésor	-7 094		4 083		
- Compte courant à BAM	-2 399		121		
-Autres Opérations	-837		1 593		
10- FINANCEMENT EXTERIEUR	<u>-8 087</u>	<u>-2 159</u>	<u>-6 738</u>		
- Tirages et dons	6 392	6 203	923		
- Amortissement	14 479	8 362	7 661		



RECETTES ORDINAIRES

Millions de Dirhams	Juillet 2003	LF 2004	Juillet 2004	Taux de Réal	Var. en %
<u>RECETTES FISCALES</u>	<u>50 988</u>	<u>83 268</u>	<u>53 796</u>	<u>65</u>	<u>6</u>
Impôts Directs	20 710	33 230	22 994	69	11
Impôts des patentes	260	300	251	84	-3
Impôt sur les sociétés	8 981	12 858	10 518	82	17
I.G.R	11 016	19 337	11 722	61	6
Taxe urbaine	57	80	87	109	53
Majorations de Retard	256	620	276	45	8
Autres Impôts directs	141	35	141	401	0
Droits de Douane	6 446	10 218	6 633	65	3
Impôts Indirects	20 304	34 468	20 579	60	1
T.I.C	9 679	15 369	8 308	54	-14
- Tabacs manufacturés	3 368	5 424	2 930	54	-13
- Produits énergétiques	5 635	8 849	4 671	53	-17
- Autres	676	1 096	707	65	5
TVA	10 625	19 099	12 271	64	15
- Intérieure	4 661	8 913	5 511	62	18
- à l'importation	5 964	10 186	6 760	66	13
Droits d'Enregistrement & de Timbres	3 528	5 352	3 589	67	2
<u>RECETTES NON FISCALES</u>	<u>10 958</u>	<u>20 097</u>	<u>7 041</u>	<u>35</u>	<u>-36</u>
Produits de Domaine	90	178	99	56	11
Produits des monopoles	3 429	5 676	5 278	93	54
Recettes des Privatisations	5 692	12 000	0	0	
Fonds de Concours	128	0	142		11
Rec. en Atténuation de Dépenses	436	551	485	88	
Autres Produits	1 183	1 692	1 036	61	-12
<u>RECETTES DE CERTAINS CST</u>	<u>1 902</u>	<u>3 880</u>	<u>1 911</u>	<u>49</u>	<u>0</u>
- Fonds de soutien des prix	1 216	1 810	1 066	59	-12
- Fonds spécial routier	686	2 070	845	41	23
<u>RECETTES ORDINAIRES</u>	<u>63 848</u>	<u>107 245</u>	<u>62 747</u>	<u>59</u>	<u>-2</u>



LA SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

La situation des charges et ressources du trésor, arrêtée provisoirement à fin juillet 2004, se caractérise par une diminution notable (2%) des recettes ordinaires, une progression modérée (6%) des dépenses ordinaires et un solde global du trésor déficitaire de 0,4 MMDhs.

Par ailleurs la réduction de 1,8 MMDhs du montant des arriérés, conjuguée aux besoins nets du financement extérieur, a requis la mobilisation du financement intérieur à hauteur de 8,9 MMDhs, lequel montant a été couvert, entre autres, par l'appel au marché des adjudications pour un montant net de 6,1 MMDhs et un apport net des dépôts au trésor de l'ordre de 4,1 MMDhs.

I- LES RECETTES ORDINAIRES

Les recettes ordinaires réalisées à fin juillet 2004 se sont établies à 62,7 MMDhs, soit une baisse de 2% et un taux de réalisation de 59%. Cette évolution résulte de la forte baisse des recettes non fiscales (36%), particulièrement celles relatives à la privatisation.

I-1) LES RECETTES FISCALES

Les recettes fiscales ont été réalisées à hauteur de 65% des prévisions, ont augmenté de 6% en raison de la faiblesse, voire la stagnation, des recettes d'impôts indirects (1%), des droits de douanes (3%) et de l'enregistrement et du timbre (2%).

Quant aux recettes d'*impôts directs*, elles ont atteint 23,0 MMDhs, soit un taux de réalisation de 69% et une hausse de 11% par rapport à fin juillet 2003.

Cette performance est imputable essentiellement aux versements au titre de l'IS qui ont atteint 10,5 MMDhs, soit une hausse de 17% par rapport à fin juillet 2003.

Il est à signaler que les recettes de l'IS continuent d'être dominées par les versements effectués au titre des activités liées aux télécommunications et au secteur bancaire.

Les recettes au titre de *l'impôt général sur le revenu* se sont établies à 11,7 MMDhs contre 11,0 MMDhs à fin juillet 2003, soit une hausse de 6%. Elles se répartissent en retenues salariales du secteur étatique (32%), retenues salariales du secteur privé et semi-public (48%) et autres catégories: TTPRF/IGR, TPI/IGR, IGR sur rôles (20%).

DECOMPOSITION DES RECETTES AU TITRE DE L'IGR

	2003	2004	Evolution En %	Structure IGR 2004
IGR TOTAL	11 016	11 722	6,4	100,0
1- RETENUES SALARIALES	8 350	9 404	12,6	80,2
dont :				
* IGR PPR +TP	3 198	3 780	18,2	32,2
* AUTRES RETENUES	5 152	5 624	9,2	48,0
2- AUTRES	2 666	2 318	-13,1	19,8

La hausse de 6 % de l'IGR est le résultat essentiellement de l'évolution des retenues PPR (18,2%) sachant que les retenues du privé ont augmenté de 9,2 % à fin juillet 2004.

L'augmentation de l'IGR retenu à la source par les services de la TGR s'explique, principalement, par l'impact de la hausse de la masse salariale faisant suite à l'exécution de réformes relatives à des statuts ou à des revalorisations d'indemnités de certaines catégories de fonctionnaires tels que techniciens, fonctionnaires classés aux échelles 1 à 9, magistrats, attachés de justice, enseignants chercheurs ...

En ce qui concerne les recettes des *droits de douanes*, bien qu'elles aient augmenté de 3%, elles continuent à ressentir l'effet de la poursuite du processus de démantèlement tarifaire qui se traduit, globalement, par une tendance à la baisse au fil des années. Aussi, l'examen des données relatives à la période allant de janvier 1999 à juillet 2004 laisse apparaître un trend baissier net et continu.

Toutefois cette tendance à la baisse s'est traduite, comme attendu, par une reprise des recettes de la TVA à l'importation. En effet, l'accroissement annuel moyen est de 7,2% sur les 4 dernières années 2000-2003. A fin juillet 2004, lesdites recettes se sont appréciées de 13% par rapport à fin juillet 2003.

Par ailleurs, l'augmentation des recettes de la TVA à l'importation, conjuguée à la forte hausse (18%) des recettes de la TVA à l'intérieur, a contribué largement à compenser les diminutions enregistrées au niveau des TIC sur tabacs (13%) et sur produits énergétiques (17%). En conséquence, la fiscalité indirecte n'a augmenté qu'à peine de 1% par rapport à fin juillet 2004.

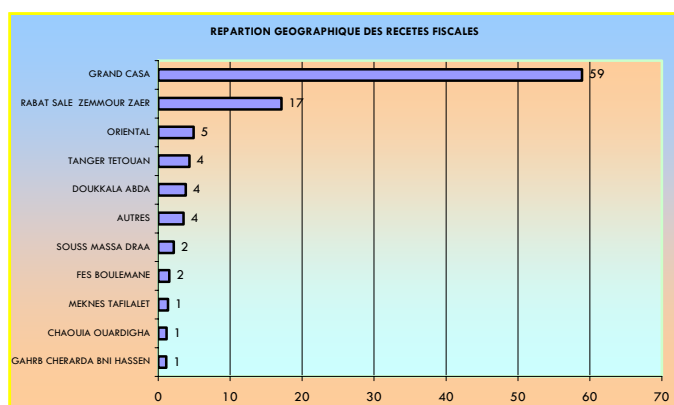
S'agissant de l'amélioration des recettes de la TVA à l'intérieur, elle est induite principalement par l'importance des versements effectués par IAM, Barid-Al-Maghrib et la régie des tabacs.



Les droits d'enregistrement et de timbre ne se sont améliorés que de 2% par rapport à l'exercice précédent, soit moins que le taux prévu initialement par la loi de finances.

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES RECETTES

La répartition des recettes fiscales selon les 16 Régions est caractérisée par une nette prédominance du Grand-Casablanca et de Rabat-Salé-Zemmour-Zaer où plus 76% des recouvrements sont effectués et ce, en raison de la concentration des grandes unités de production de biens et de services au niveau desdites régions.



I-2) LES RECETTES NON FISCALES

Le montant des **recettes non fiscales** n'est que de 7,0 MMDhs à fin juillet 2004 contre 10,9 MMDhs à fin Juillet 2003, soit une diminution de 36%. Cette évolution à la baisse s'explique par l'absence de recettes au titre des privatisations du fait que les opérations de cession d'action prévues par la loi de finances n'ont pas encore abouti.

Néanmoins, il faut signaler les recettes importantes réalisées au titre des produits de monopoles et particulièrement les dividendes versées par IAM (3,4 MMDhs contre 1,1 MMDhs l'année précédente).

	Evolution des recettes de monopoles				Structure 04
	Juillet 2003	L.F. 2004	Juillet 2004	Evol	
BAM	1 445	1 649	1 428	-1,2	27,1
CDG		400			
ONT	110	20		-100,0	
IAM	1 175	1 270	3 380	187,7	64,1
ANCFCC		400	100		1,9
OCF	342	1 278	356	4,1	6,7
AUTRES	356	659	11	-96,9	0,2
TOTAL	3 428	5 676	5 275	53,9	100,0

Les recettes non fiscales intègrent aussi:

- i) les recettes en atténuation de dépenses dont le montant est de 485 MDhs, provenant des plus-values sur adjudications par assimilation,
- ii) les fonds de concours pour 142 MDhs,
- iii) les redvances gazoduc: 344 MDhs,
- iv) les intérêts sur placements et avances (190 MDhs)

I-3) AUTRES ELEMENTS D'EXPLICATION DE L'EVOLUTION DES RECETTES

Au vu des *données provisoires* arrêtées à fin juillet 2004, les **recettes brutes** réalisées au titre des impôts et taxes émis *par voie de rôles* (y compris la part des collectivités locales dans la TVA, l'impôt des patentes et la TU) ont atteint 7,6 MMDhs contre 6,6 MMDhs à fin juillet 2003 soit une augmentation de 16,5 %. Toutefois, compte tenu du montant des annulations et dégrèvements, **les recettes nettes sur rôles** n'auraient augmenté qu'à peine de 0,1%.

Les "dépenses sur impôts et taxes (annulations et restitutions)" ont atteint 2,8 MMDhs contre 1,8 MMDhs à fin juin 2003, soit une hausse de 54%. Ces "dépenses" ont porté essentiellement sur la TVA (1,1 MMDhs) et l'IS (0,8 MMDhs).

	fin juillet 2003			fin juillet 2004			Evol. En %
	Annul.	Rest.	Total	Annul.	Rest.	Total	
TVA	240	650	890	652	481	1 133	27
IS	168	271	439	411	439	850	94
IGR	99	12	111	299	35	334	200
AUTRES	359	26	385	483	9	492	28
TOTAL	866	959	1 825	1 845	964	2 809	54

II - LES DEPENSES

II-1) LES EMISSIONS

Les émissions des dépenses imputées au **budget général** de l'Etat ont atteint près de 84,2 MMDhs, soit un taux d'exécution de 56% et une hausse d'à peine 1% par rapport à l'année précédente. Elles sont réparties entre fonctionnement (55%), dette (31%) et l'investissement (13%).



DEPENSES DU BUDGET GENERAL						
	Emissions 2003	L.F 2004	Emissions 2004	Taux	Evol.	structure
TOTAL	83 421	150 746	84 289	56	1	100,0
FCT	43 845	81 146	46 477	57	6	55,1
INV	11 448	27 974	11 334	41	-1	13,4
dont reports		8 779				
DETTE PUBL.	28 128	41 626	26 478	64	-6	31,4

a -LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les émissions relatives aux dépenses de fonctionnement du budget général sont en hausse de 6% par rapport à fin juillet 2003, sous l'effet conjugué des augmentations des dépenses de personnel (7%) et celles relatives aux subventions et transferts (55%).

Une part importante des dépenses de matériel est allée aux subventions et transferts initiés par les différents départements ministériels. Quant aux dépenses au titre des charges communes, elles se sont établies à 2,8 MMDhs et ont bénéficié principalement à la CMR sous forme de subventions (1,9 MMDhs contre 0,9 MMDhs en 2003).

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL					
	Emissions 2003	L.F 2004	Emissions 2004	Taux	Evol.
TOTAL	43 845	81 047	46 477	57	6
Personnel	30 369	53 567	32 617	61	7
Matériel	10 651	15 086	10 796	72	1
Subv /Trsferts (Charges Communes)	1 773	6 965	2 756	40	55
Compensation	1 052	1 590	309	19	-71
Dép imprévues		3 839			0

b -LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les crédits disponibles pour l'exercice 2004 sont évalués à 27,9 MMDH, dont 19,2 MMDhs de crédits ouverts par la LF et 8,8 MMDhs de reports. Ils ont fait l'objet d'émissions à concurrence de 41%, soit un montant de 11,3 MMDhs réparti entre les subventions et transferts (7,7 MMDhs) d'une part, et les projets initiés directement par les départements ministériels (3,6 MMDhs) d'autre part.

Les subventions et transferts sur charges communes, établies à 3,3 MMDhs ont été consacrées essentiellement à la dette des établissements publics (1,5 MMDhs) et aux concours divers (1,0 MMDhs).

Millions de Dhs	Juillet 03	L.F. 2004	Juillet 04	Taux	Evol %
TOTAL	11 448	27 974	11 334	41	-1
1- Investissements directs	3 477	12 561	3 634	29	5
2- Subventions et transferts	7 971	15 413	7 700	50	-3
a- Subventions & transferts sur Charges Communes	3 616	6 484	3 278	51	-9
-Dette des Établissements Publics	1 565	1 531	1 525	100	-3
-Augmentation du capital des établissements publics	464	960	530	55	14
-Concours divers	1 348	3 443	1 022	30	-24
-Ristournes d'intérêt & risque de change	239	550	201	37	
b-Autres subventions (Ministères)	4 355	8 929	4 422	50	2

Les reports de crédits d'un montant de 8,8 MMDhs sont entièrement intégrés aux investissements directs des ministères

II-2) LES INSTANCES

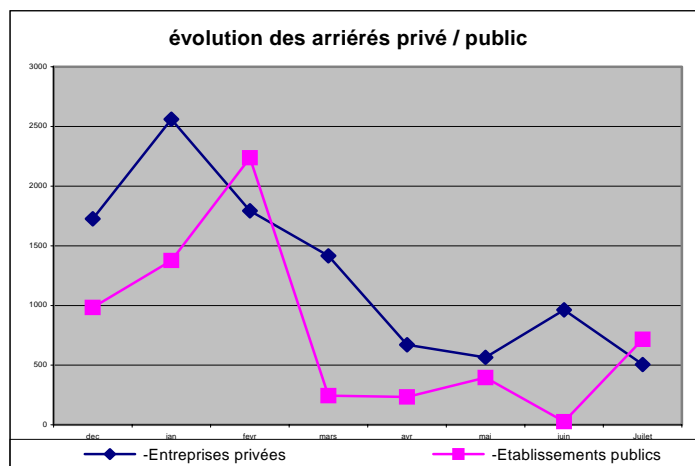
Le montant global des règlements effectués par les services centraux de la TGR à fin juillet 2004 s'élève à 126,9 MMDhs dont 55% au titre de la dette, 36% au titre du fonctionnement, 4% au titre de l'investissement et 6 % au titre des comptes spéciaux du Trésor.

	Règlements	Structure en %
Fonct	45 067	36
Invest	4 947	4
CST	7 504	6
Dette	69 369	55
Total	126 887	100

Quant aux instances de visa et de règlement, elles sont passées de 2,7 MMDhs à fin décembre 2003 à 0,9 MMDhs à fin juillet 2004, soit une diminution de 1,8 MMDhs. Cette évolution traduit la volonté du Trésor de réduire ses arriérés de paiement à l'égard de ses partenaires malgré le léger déficit du solde global du trésor.

BENEFICIAIRES	fin Déc 03	Juillet 04
I - FONCTIONNEMENT	1488	311
-Entreprises privées	1055	26
-Etablissements publics	433	285
II - INVESTISSEMENT	521	264
-Entreprises privées	335	133
-Etablissements publics	186	131
III - COMPTES SPECIAUX	700	346
-Entreprises privées	337	300
-Etablissements publics	363	46
TOTAL	2709	921





II-3) LES DELAIS D'ORDONNANCEMENT ET DE REGLEMENT

Le délai d'ordonnancement, correspondant à la période qui sépare la date de certification du service fait et celle d'émission de l'OP est en moyenne de 224 jours. Le délai moyen le plus élevé a été constaté pour les OP émanant des départements de la pêche, de l'éducation nationale, de l'industrie et des affaires étrangères.

Quant au délai de règlement, qui correspond à la période courue entre la date de réception de l'OP par la Trésorerie Principale et la date de son règlement, il est en moyenne de 40 jours à fin juillet 2004 contre 66 jours un an auparavant.

III -LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Au terme du premier semestre de l'exercice 2004, les recettes des comptes spéciaux du Trésor se sont établies à 17,4 MMDhs, soit un taux de réalisation de 72% des prévisions. Ces recettes concernent pour plus des 3/4 les comptes d'affectation spéciale, notamment le compte "part des collectivités locales dans le produit de la TVA".

	RECETTES			DEPENSES		
	LF 04	Juillet 04	Taux	LF 04	Juillet 04	Taux
C.A.S.	19 019	13 544	71	19 019	7 987	42
Part TVA des C L	8 185	5 259	64	8 185	3 091	38
Soutien p. alim.	1 810	1 066	59	1 810	1 378	76
Fds spécial routier	2 070	845	41	2 070	396	19
Fds dev. agricole	600	476	79	600	60	10
Fds. Equip. Lutte contre chom	567	250	44	567	0	0
Fonds emploi domanial	697	621	89	697	209	30
Autres	5 090	5 027	99	5 090	2 852	56
CPTES DE PRETS	338	167	49	180	30	17
Dpses sur Dotations	4 681	3 693	79	4 681	2 662	57
A.D.N	4 600	3 266	71	4 600	1 891	41
AUTRES CST	8	6	75	70	35	50
TOTAL	24 046	17 410	72	23 950	10 714	45

Pour leur part, les dépenses ont atteint 10,7 MMDhs, soit 45% des plafonds de charges autorisés, et ont concerné les catégories des comptes d'affectation spéciale (75%) et des comptes de dépenses sur dotations (25%).

Ainsi, le solde dégagé par l'ensemble des comptes spéciaux du trésor à fin mai s'est établi à 6,7 MMDhs. Cet excédent, provisoire, s'explique par la faiblesse du rythme de consommation des crédits ouverts au titre du compte spécial relatif à la part des collectivités locales dans la TVA.

IV-LA DETTE PUBLIQUE

IV-1) DETTE BUDGETISEE

A fin juillet 2004, les recettes d'emprunt se sont élevées à 38,6 MMDhs et ont été réalisées à hauteur de 106% en raison essentiellement du niveau des recettes réalisées au titre de la dette intérieure qui s'établissent à 38,0 MMDhs, soit 120% des prévisions de la LF 2004.

RECETTES D'EMPRUNT	LF 2004	Juillet 04	Taux Réal.
<u>Total</u>	<u>36 580</u>	<u>38 632</u>	<u>106</u>
Extérieur	4 780	631	13
Intérieur	31 800	38 001	120

Le montant des crédits ouverts au titre des dépenses en amortissements de la dette publique budgétisée a été réalisé à hauteur de 66%, soit 15,9 MMDhs réparties à raison de 5,1 MMDhs pour la dette extérieure et 10,8 MMDhs pour la dette intérieure.

Millions de Dhs	Juillet 03	LF 2004	Juillet 04	Réal en %	Evol en %
Total	28 128	41 627	26 478	63,6	-5,9
Amortissement	18 193	23 998	15 913	66,3	-12,5
D. extérieure	11 209	8 362	5 055	60,5	-54,9
D. intérieure	6 984	15 636	10 858	69,4	55,5
Intérêts et Commissions	9 935	17 629	10 565	59,9	6,3
D. extérieure	1 919	3 081	1 433	46,5	-25,3
D. intérieure	8 016	14 548	9 132	62,8	13,9

Les charges en intérêts de la dette directe du Trésor, s'élèvent, pour leur part, à 10,6 MMDhs, dont 86% au titre de la dette intérieure. Ils sont en augmentation de 6% par rapport à fin juillet 2003



IV-2) DETTE HORS BUDGET

Au terme des 7 premiers mois de l'exercice 2004, les opérations de la dette extra-budgétaire ont généré un flux net négatif de 23,6 MMDhs en raison:

1) du flux net négatif de 23,9 MMDhs dégagé par la dette intérieure et résultant essentiellement des opérations réalisées sur le marché des adjudications (bons ≤ 2 ans).

2) du flux net positif de 0,4 MMDhs dégagé par la dette extérieure hors budget .

Dettes extra-budgétaires	Recettes	Dépenses	Flux
TOTAL	19 314	42 892	-23 578
A-Dette Intérieure	16 327	40 286	-23 959
Bons Adju (=ou< 2 ans)	12 403	36 139	-23 736
Bons du Trésor à 6 mois	3 924	4 147	-223
B-Dette Extérieure	2 987	2 606	381
Crédits Fournisseurs étrang.	502	364	138
Aide Balance des Paiem	0	1	-1
Blé Français	20	177	-157
Blé Américain	0	29	-29
Fonds monétaire arabe	0	330	-330
Comptes rééchelonnement	1 985	1 705	280
Fonds Hispano Marocain	64	0	64
Dettes onéreuses	0	0	0
Fonds Koweïtien	366	0	366
Fonds Italien	50	0	50

L'encours global de la dette du Trésor est de l'ordre de 297,1 MMDhs, dont 71% au titre de la dette intérieure ; Celle-ci enregistre une légère augmentation de 2% par rapport à fin décembre 2003.

IV-3) ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE

Millions de Dhs	Fin 2003	Fin Juillet 04	Evol (%)
TOTAL	297 912	297 056	0
Dettes extérieures	88 316	84 273	-5
Dettes intérieures	209 596	212 783	2
dont :			
Adjudications	197 101	203 230	3
E.Oblig & Conv.	7 926	6 092	-23
Emp. Nationaux	730	0	-100
BT à 6 mois	3 056	2 833	-7
Jeunes Promot.	480	330	-31
Autres	303	298	-2

